La CHRONIQUE

de Pascal Perri

LA NAÏVETÉ EST UN PÉCHÉ MORTEL

« Un pays qui ne peut pas se nourrir lui-même n'est pas un grand pays », disait Charles de Gaulle. La citation est reprise dans *L'Arme alimentaire* du regretté Christian Pees, aux éditions Cherche midi. La question géopolitique de la puissance évoquée dans cet ouvrage revient dans le débat. La semaine dernière, le président Macron en a fait la pierre angulaire de son intervention sur l'Europe. Enfin ! La particularité des guerres modernes tient à leur caractère hybride. On combat l'adversaire sur tous les terrains dont celui de l'alimentation. La France est en première ligne. Elle est aussi la première victime de cette guerre des grains.

Il y a quelques semaines, au cours d'une convention d'Intercéréales, les responsables des bureaux français du secteur de l'exportation se sont livrés à un état des lieux préoccupant. La Russie est à l'offensive sur nos marchés historiques. Elle nous a pratiquement chassés du marché algérien. Nos parts de marché y sont passées de 90 % à moins de 20 % en moins de trois ans. Au Sahel, le régime Poutine offre 250 000 t de blé panifiable. Il donne des garanties et accroît son influence en Égypte et dans le Golfe. Partout, les consignes du Kremlin aux agents commerciaux russes sont les mêmes : vendez sous le prix et chassez les Français de ces marchés ! Avec 100 Mt produites chaque année dont la moitié pour l'exportation, la Russie dispose d'une puissance de feu incomparable.

La Russie mène aussi une guerre du blé.

La Chine, nouvel entrant sur ce marché, consacre de son côté une enveloppe de 160 Mds$ pour l'acquisition de 7 Mha fertiles aux confins de ses frontières, sur le territoire russe. Elle veut absolument réduire ses dépendances alimentaires externes. Les guerres modernes ne se jouent pas uniquement sur le terrain militaire. Grâce à ses alliances et au volume de ses productions, la Russie est devenue maître de ses marchés cibles. Elle a désormais le statut d'un « faiseur de prix » (« *Price maker* »). Elle n'hésite pas utiliser la technique connue des prix prédateurs consistant à vendre en dessous de ses coûts de production pour éliminer ses concurrents. Il faut une réponse politique forte à cette offensive. Nous nous sommes égarés. Bruxelles voulait réduire nos capacités de production, organiser des jachères, interdire, réglementer, contrôler, nos écologistes veulent « potagiser » les villes ! Quelle naïveté confondante !

Les choix d'aujourd'hui formeront la géographie économique de demain. Tous les grands ensembles se préparent à une géopolitique des rivalités, à l'exception de l'Europe éprise de ses biais idéologiques. La volonté de puissance n'est pas une tare. C'est au contraire la solution dans un monde troublé.